

[Accueil du site](#) > [Françafrique](#) > [Cameroun](#) > Après le 17 octobre 1961, la France serait-elle prête à reconnaître la guerre (...)

Après le 17 octobre 1961, la France serait-elle prête à reconnaître la guerre du Cameroun ?

20 octobre 2012 par Jacob Tatsitsa, Manuel Domergue, Thomas Deltombe

THÈMES [CAMEROUN](#) [HISTOIRE](#) [FRANÇOIS HOLLANDE](#)



Nous reproduisons le communiqué des auteurs du livre *Kamerun !* publié sur leur site avec leur autorisation.

« Il ne viendrait à aucun responsable français l'idée de nier cette tragédie. » C'est ainsi que l'ambassadeur de France au Cameroun, Bruno Gain, commente notre livre *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique* (La Découverte, 2011) dans le quotidien camerounais *Le Jour* de ce 18 octobre. On est loin de l'aveuglement total d'un François Fillon qui, en visite à Yaoundé le 22 mai 2009, avait osé affirmer que « tout cela c'est de la pure invention » (source).

Après la reconnaissance hier par François Hollande du massacre des Algériens du 17 octobre 1961, la France reconnaîtra-t-elle bientôt les crimes qu'elle a commis au cours de la guerre sanglante qu'elle a menée contre les nationalistes camerounais, avant et après l'indépendance de 1960 ?

On ne peut que se féliciter de cette prise de conscience, mais on devine aussi entre les lignes de sa déclaration (reproduite ci-dessous) une tentative inquiétante de dédouaner la France de ses responsabilités, à travers quatre souhaits de l'ambassadeur :

- prétexter que « tout le travail de mémoire et de recherche sur cette période n'a pas encore été fait » pour remettre en question la réalité des faits. Comme tout fait historique, la guerre du Cameroun mérite de plus amples études, mais le déroulement de la guerre et les responsabilités de la France sont déjà largement documentées.

- reporter toujours à un « plus tard » indéterminé la reconnaissance officielle des crimes perpétrés par la France et/ou sous son commandement au Cameroun (« Le moment viendra sans doute où cet indispensable travail mémoriel sera accompli »). Il a fallu 51 ans à la France pour admettre qu'elle a commis un massacre au cœur de Paris. Combien lui en faudra-t-elle pour reconnaître la guerre du Cameroun ?
- renvoyer une part importante de la responsabilité du conflit sur « les Camerounais » – lesquels ? – pour mieux dédouaner les autorités françaises de leurs propres responsabilités (« Il y a en effet place pour un regard lucide et responsable sur une histoire qui est aussi une histoire partagée ; une histoire dont Français et Camerounais ont été les acteurs et les responsables et qui requiert une approche nuancée. »)
 - revenir au prétexte du fractionnement « ethnique » du Cameroun, usé jusqu'à la corde, pour appeler à la « prudence »... sans mentionner que les autorités coloniales et néocoloniales sont les premières à avoir suscité et exploité les divergences « tribales » (« L'évocation du maquis, du rôle de l'UPC, ou de la répression contre la communauté bamiléké m'incite aussi à observer qu'il faut éviter tout ce qui pourrait susciter un retour au tribalisme ou au clanisme. »)

La France doit reconnaître qu'elle a mené une petite guerre d'Algérie en Afrique centrale, passée largement inaperçue à l'époque et soigneusement masquée depuis. Une guerre qui a causé la mort de dizaines voire de centaines de milliers de Camerounais entre 1955 et 1971, et qui a permis d'installer le régime de terreur toujours en place aujourd'hui, incarné par Ahmadou Ahidjo (1958–1982) puis Paul Biya (1982 –...).

Bruno Gain affirme vouloir lever « beaucoup de tabous et de non-dits sur ces années noires » en favorisant la recherche historique et le travail de mémoire.

Nous le prenons au mot et l'appelons à œuvrer pour :

- l'ouverture complète des archives françaises sur le sujet : trop de cartons d'archives sont encore interdits d'accès aux chercheurs
- l'organisation d'un colloque d'historiens international consacré à la guerre du Cameroun
- l'octroi d'aides aux jeunes chercheurs, notamment camerounais, qui travaillent aujourd'hui sur ce passé avec des moyens dérisoires.

Extrait de l'interview de Bruno Gain dans Le Jour du 18 octobre 2012 :

Le Jour : Des chercheurs français et camerounais ont montré et démontré que les autorités françaises avaient mené une véritable guerre contre le mouvement nationaliste camerounais dans les années 1950–1960 pour maintenir le pays dans la sphère d’influence française même après l’indépendance du 1^{er} janvier 1960. Quelle est la position officielle de la France sur ce conflit qui a fait plusieurs dizaines de milliers de morts ? Considère-t-elle toujours que cet épisode, pourtant très finement documenté aujourd’hui (comme par exemple dans le livre *Kamerun !* paru en 2011 aux éditions La Découverte), soit de la « pure invention » ? Ne pensez-vous pas que la négation de cette guerre va se retourner contre la France, perçue dès lors comme arrogante et incapable de regarder son passé en face ? Ou pensez-vous, au contraire, comme le disait François Hollande à propos de la guerre d’Algérie, que l’oubli est « forcément coupable » et qu’il y a enfin « place pour un regard lucide, responsable, sur notre passé colonial et un élan confiant vers l’avenir » ?

Bruno Gain : La question que vous posez relève de l’Histoire. Il ne viendrait à aucun responsable français l’idée de nier cette tragédie. Mais j’incline à penser que tout le travail de mémoire et de recherche sur cette période n’a pas encore été fait. « *Kamerun !* » est un ouvrage sérieux qui apporte certes un éclairage intéressant. Sans doute peut-il y en avoir d’autres. Nous ne pouvons qu’encourager les chercheurs et historiens français, mais aussi les Camerounais eux-mêmes, à se pencher sur ces années difficiles. Il y a en effet place pour un regard lucide et responsable sur une histoire qui est aussi une histoire partagée ; une histoire dont Français et Camerounais ont été les acteurs et les responsables et qui requiert une approche nuancée. Mais il y a encore beaucoup de tabous et de non-dits sur ces années noires. Le moment viendra sans doute où cet indispensable travail mémoriel sera accompli. L’évocation du maquis, du rôle de l’UPC, ou de la répression contre la communauté bamiléké m’incite aussi à observer qu’il faut éviter tout ce qui pourrait susciter un retour au tribalisme ou au clanisme. Les ethnies camerounaises sont comme les cellules d’un même corps. L’une ne peut pas vivre sans l’autre. C’est l’essence même de l’unité du Cameroun. Et je crois qu’il faut se garder de tout ce qui pourrait fragiliser l’esprit de tolérance si caractéristique de ce pays. Une haute personnalité camerounaise disait naguère qu’il fallait « lier la gerbe des originalités camerounaises pour en faire le noyau de la culture nationale ». C’est une formule à laquelle j’adhère pleinement. Il faut en permanence encourager ce vouloir vivre ensemble.

- Pour en savoir plus, le site du livre met en ligne progressivement les documents d’archives inédits, des extraits d’interviews de témoins et de responsables, politiques et militaires, camerounais et français, de cette guerre sale : <http://www.kamerun-lesite.com>

- [Présentation du livre sur le site des éditions La Découverte \(introduction en ligne \)](#)

A lire aussi

212 – avril 2012 – Issoufou, Biya et les socialistes français

206 – octobre 2011 – Cameroun – la guerre d'indépendance : une histoire toujours taboue

220 – janvier 2013 – Bolloré : touche pas à mon huile de palme !

Cameroun – Dénî de démocratie au Cameroun

Cameroun – Cameroun : Message de Pius Njawe

[Contact](#)

[Plan du site](#)

[RSS](#)

[Espace privé](#)

[Mentions légales](#)

Survie France

Siège national : 107 boulevard de Magenta 75010 Paris, France

Tél : (+33)1 44 61 03 25

Fax : (+33)1 44 61 03 20